

## ***Irak, la guerre sans fin*** **Alain Brossat**

On a trop dit que c'est une nouvelle guerre qui a commencé, le 20 mars 2003, avec l'invasion du territoire irakien par les troupes anglo-américaines et les premiers bombardements sur Bagdad. En vérité, c'est, depuis 1991, la même guerre qui se poursuit, ayant varié dans ses formes et son intensité certes, mais qui prend pour cible, indistinctement, le régime et le peuple irakiens. Pour la population irakienne, le quotidien de la guerre de basse intensité qui a duré plus d'une décennie a été fait de l'absence de produits de première nécessité, d'un appauvrissement constant et d'un désastre sanitaire – conséquences du blocus rigoureux imposé par la coalition victorieuse en 1991 et avalisé par l'ONU; il a été fait des bombardements ininterrompus effectués par les Anglo-Américains, sur le nord et le sud du pays; il a été fait encore de la transaction extorquée "pétrole contre nourriture et de la réduction de la souveraineté de l'Etat irakien à la portion congrue, du fait de la constitution d'un micro-Kurdistan au nord du pays et de l'établissement de la zone d'exclusion aérienne contrôlée par les Anglo-Américains. Cette guerre larvée mais impitoyable a produit un désastre sanitaire combiné à un formidable affaiblissement de l'appareil productif et des structures économiques de l'Irak. Avant même que Londres et Washington décident "souverainement de réchauffer le conflit, l'Irak était un pays en état de survie, et le peuple irakien exsangue. Il y a donc beaucoup de candeur ou de désinvolture à s'étonner de ce que la population des grandes villes irakiennes n'ait pas accueilli en libérateurs ceux qui, depuis plus de dix ans, l'asphyxient lentement mais sûrement. Aussi brutal et impopulaire ait-il été, le régime de Saddam Hussein conservait du moins, face aux envahisseurs du jour (et étranglants d'hier), une faculté d'incarner la résistance d'un petit peuple aux diktats de ceux qui se sont autoproclamés vicaires de l'Ordre mondial.

Ce n'est donc pas une nouvelle guerre, limitée dans ses objectifs comme dans sa durée, qui a commencé fin mars 2003, mais bien – comme en Palestine – une nouvelle figure de la guerre sans fin, si ce n'est de la guerre totale, qui s'expérimente. Pour les Irakiens, comme pour les Palestiniens, c'est la guerre qui, sous les dehors infiniment variables et modulés que leur imposent leurs adversaires, est depuis longtemps devenue la forme "normale de l'existence, la guerre et non la paix. Le propre de cette nouvelle espèce de guerre ciblée, à géométrie variable, est d'abolir toute différence entre populations et gouvernements ou autorités, civils et militaires, front et arrière, etc. C'est une guerre ubiquiste, globale, tantôt chaude, tantôt tiède, mais sans fin, une guerre dont souffrent en premier lieu les plus faibles et les sans pouvoirs – les enfants, les femmes, les vieillards et les pauvres. C'est une guerre qui, pour adopter des formes infiniment variables et imprévisibles, n'en est pas moins dotée d'un objectif stratégique: réduire un peuple (une nation) à une existence résiduelle en s'attaquant non pas, principalement, à sa puissance armée mais bien, directement, à son intégrité, en tant qu'il (elle) est un corps vivant.

Ceux qui parlent de génocide à propos de l'étranglement puis de l'invasion de l'Irak ou à propos de la destruction de la Palestine des Palestiniens par l'Etat d'Israël se trompent: il ne s'agit, ni dans un cas ni dans l'autre, d'un projet d'extermination, d'éradication "jusqu'au dernier du peuple irakien ou du peuple palestinien. Mais ceux qui voient à l'œuvre, dans ces deux pays, de simples opérations politico-militaires de "maintien de l'ordre et de "normalisation face à des menaces terroristes ou assimilées se trompent davantage encore. Ils ne prennent aucunement la mesure d'une entreprise sans précédent qui consiste à réduire un peuple entier à une condition de survivant, suffisamment atteint dans son intégrité biologique et culturelle pour demeurer indéfiniment dépourvu de toute capacité de prendre son propre destin historique et politique en main et voué ainsi à la condition de masse assistée et surveillée, sous tutelle, dépourvue de toute souveraineté. Les dispositifs totalitaires séparaient brutalement la masse qui devait vivre des corps "parasitaires voués à mourir, ils renvoyaient à des arrêts de mort qui ouvraient sur des exterminations réglées. Les dispositifs "impériaux qui se mettent en place agissent de manière beaucoup plus fine et discriminée; les tris qu'ils opèrent séparent les populations auxquelles seront garanties des conditions immunitaires de celles qui sont vouées à un régime de discrimination draconien et de guerre sans fin. Le partage décisif s'opère désormais entre ceux qui bénéficient d'un régime assurantiel (la paix, un certain niveau de vie, l'accès au droit, un régime libéral de la politique...) et ceux dont la condition est d'être exposés en permanence au décret souverain des gardiens du panoptique "impérial, en tant que simple vie; ce n'est pas leur disparition qui est programmée, mais plutôt, vu le danger permanent qu'ils sont censés représenter aux yeux des maîtres, leur affaiblissement permanent ou la réduction de leur vie commune au niveau le plus élémentaire possible: aucune constitution politique propre et une lutte sans fin pour la survie qui suffise à absorber l'énergie qui leur reste, une fois le compte fait de toutes les privations, les humiliations et les interdictions.

Ceux-là mêmes qui ont dénoncé l'abus de la puissance lorsque G. Bush et T. Blair sont repartis sur le sentier de la guerre chaude ont méconnu à quel point ce tournant résultait d'un pur et simple décret souverain de la part de ces potentats: rien, ni projet d'agression, ni accroissement de la capacité de nuisance militaire, ni initiative diplomatique, ni participation à une entreprise dite terroriste, n'est venu, de la

part du régime de Bagdad, fournir le moindre prétexte à une action préventive de la part des Etats occidentaux. L'argument des "armes de destruction massive (pourquoi maintenant et non pas il y a deux, cinq ou dix ans?) est une de ces Dépêches d'Ems dont s'autorisent les agresseurs contemporains lorsqu'ils entendent passer à l'acte. On n'est pas du tout, en 2003, dans le cas de figure d'une réaction des puissances occidentales à une crise en série provoquée par les ambitions hégémoniques et les méthodes néo-totalitaires d'un petit Führer nationaliste-stalinien comme lors de l'affaire de l'ex-Yougoslavie; on est dans la configuration d'une expérimentation délibérée de dispositifs de gestion globale du nouvel ordre mondial, dans son interface politique et économique.

Il n'est pas indifférent que ces initiatives "impériales se pensent et se formulent dans des termes qui ne sont plus du tout ceux de la conquête ou de l'expansion (phase coloniale puis impérialiste), du containment et du roll back (configuration de la guerre froide, dans le contexte du monde bipolaire et de la course aux armements mettant aux prises les deux superpuissances), mais bien dans ceux du contrôle global, de la sécurisation de la puissance, de la maîtrise exercée tant sur le tissu vivant que sur les relations entre pôles de violence concentrée. Ce qui se teste ici pour la première fois est le dispositif de contrôle d'un champ d'intégration sans extérieur, soumis aux conditions de l'ordre libéral mercantile et "démocratique. Dans ce contexte, l'Irak n'a aucunement le statut d'un "cas à part à traiter, d'un "problème à régler, comme aiment à le dire les militaires états-uniens, mais bien celui d'un laboratoire où s'éprouve la praticabilité des nouvelles doctrines d'immunisation de la puissance impériale contre la somme des "menaces diffuses identifiées par les experts des think tanks anglo-saxonnes.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prédire que ce système de neutralisation autoritaire d'une conflictualité multilatérale, mû par l'idéal d'une mise en sûreté de la puissance impériale et des intérêts qui s'y attachent, d'une stabilisation de l'hégémonie, est appelé à produire des effets exactement inverses: après un "cas en surgira toujours un autre et c'est, avec la campagne d'Afghanistan destinée à renverser le régime des Talibans, une spirale sans fin d'actions dites pacificatrices et en fait vindicatives qui s'est enclenchée: à qui le tour, une fois le régime de Saddam renversé (et l'Irak entré dans une phase d'instabilité permanente)? Les critères qui prévalent à la désignation des "menaces et de l'ennemi présentés par les nouvelles doctrines sont suffisamment plastiques pour nourrir indéfiniment la perpétuation du régime de la guerre sporadique mais permanente inaugurée par les nouveaux stratèges. L'ennemi ne sera plus du tout le mauvais voisin ou le concurrent dangereux, il sera désigné souverainement, selon les convenances du moment: selon qu'il met à mal les Droits de l'Homme, est soupçonné d'entretenir des collusions avec des "terroristes, de posséder des "armes de destruction massive, il sera susceptible d'être criminalisé, désigné comme ennemi du genre humain dès lors qu'il se mettra en travers des intérêts impériaux ou fera mine de se tenir en dehors du système d'intégration total au bon fonctionnement duquel veillent les maîtres. Comme on le voit, ce système est suffisamment souple pour que soient indifféremment ciblés, demain, l'Etat stalinien de Corée du Nord, le régime ex-terroriste de Khadafi, l'Iran des mollahs, le gouvernement populiste de Chavez, ou le Pakistan de Moucharaf coupable d'un faux pas ou d'un nouveau retournement de veste... Aussi étroitement soumis qu'il apparaisse aux diktats de la puissance états-unienne, le nouveau système hégémonique et immunitaire qui aspire à se mettre en place n'est pas reconductible aux conditions de l'histoire des Etats-Nations, de leur interdépendance conflictuelle, des formes de concurrence et de belligérance qui découlaient de cette configuration. Il ne s'agit plus d'une histoire européenne ou occidentale s'écrivant brutalement sur le corps du monde, mais bien d'une histoire mondiale, globalisée, où s'établissent toutes les interdépendances dont l'effet dynamique est que des pays qui ne comptent guère sur la scène internationale et qui n'ont jamais eu le moindre litige avec le régime de Saddam Hussein (l'Albanie ou Taïwan, par exemple) vont néanmoins figurer plus ou moins activement dans la coalition anti-irakienne et subir tous les contrecoups de cet engagement. Ce sont certes des puissances étatiques aisément identifiables qui appareillent la coalition, mais, simultanément, celle-ci dessine les contours de dispositifs généraux (militaires, idéologiques, géostratégiques...) qui portent au-delà de l'horizon de la seule (traditionnelle) raison d'Etat. C'est dans cette zone grise entre un monde en voie d'affaiblissement où la conflictualité, notamment guerrière, était structurée par le système des Etats-Nations et un avenir aux contours mal définis (dans lequel les lignes de fracture et les tensions violentes se déploieraient selon d'autres logiques que celles de la souveraineté étatique) que se forment les projets pan-sécuritaires expérimentés aujourd'hui sur le corps des Afghans, des Irakiens, des Palestiniens...

C'est assurément le 11 septembre 2001 qui a constitué le point de passage vers cette nouvelle configuration: les Etats-Unis et avec eux l'Occident doivent bien se rendre à l'évidence que la première attaque massive qu'ait subie la puissance nord-américaine sur son territoire, depuis ses origines, de la part d'un agresseur extérieur, n'est pas le fait d'un Etat hostile, mais d'un "groupe aux contours mal identifiés et dont le monde n'avait jamais entendu parler jusqu'alors. Dès lors s'impose l'urgence de penser la situation nouvelle contre toutes les routines de pensée héritées de la guerre froide; celle-ci en effet avait pour première caractéristique d'être un temps d'hyper-concentration de la violence guerrière, aisément identifiable

sous la forme des systèmes d'armements conventionnels et nucléaires dont disposaient les grands Etats en concurrence pour l'hégémonie. Il va désormais falloir penser en termes de dissémination, voire de pulvérisation des menaces et des moyens de violence. Il va falloir congédier tous les systèmes d'immunisation rigides (dissuasion nucléaire, traités de désarmement, bouclier antimissile...) au profit de moyens plus flexibles, adaptables et excédant les capacités d'une seule puissance étatique (pas de "lutte antiterroriste efficace sans constitution d'un réseau transétatique de surveillance, contrôle, détection et répression). Moins donc la conflictualité réelle ou potentielle se pensera exclusivement aux conditions de l'intérêt séparé de l'Etat singulier, et plus s'intensifieront de nouveaux motifs "globalistes comme ceux de la guerre des civilisations, des religions, voire des races; plus se trouvera spontanément réintensifié le partage atavique Occident/Orient – avec cette complication supplémentaire, par rapport au temps des Croisades ou celui de la colonisation, que dans notre Histoire, les parois séparant les "mondes sont devenues poreuses – que l'Orient "occupe l'Occident comme celui-ci contamine le premier... D'où ces opérations dérisoires et vindicatives de "décontamination entreprises par les pouvoirs publics, comme les persécutions déclenchées contre les Arabes et les Musulmans aux Etats-Unis, après le 11 septembre... La criminalisation de l'ennemi est partie intégrante du procès de déréglementation et de globalisation de la guerre: toute force représentant une menace pour l'intégrité du système impérial (bien davantage donc que le territoire d'un Etat ou d'un ensemble d'Etats: des moyens de communication, des accès aux matières premières, des prérogatives commerciales, etc.) pourra être combattue en vertu du droit illimité que confère la position de garant autoproclamé du seul mode d'organisation politique, du seul modèle culturel qui bénéficie d'une réserve de légitimité mondiale – à défaut d'être universelle. C'est bien un modèle de guerre totale disséminée qui prend corps ici, au sens où rien ne vient imposer des limites à sa mise en œuvre: guerres non déclarées contre des "Etats voyous, assassinats ciblés, participation à des campagnes militaires dans des Etats tiers, déstabilisation de pouvoirs en place, soutien à des Etats opprimant d'autres peuples, etc. Comme on le voit, cette sorte de souveraineté mondiale qui travaille à s'établir est moins liée à l'occupation directe ou à l'annexion de territoires, elle fonctionne sur un mode réticulaire et décentralisé, partiellement déterritorialisé, en pratiquant un alliage inédit entre argument du droit et pratique de la terreur. On a là un dispositif de guerre flexible qui permet d'allier les ressources de la guerre totale (celle qui se pense comme permanente et dont aucun principe de modération n'endigue les moyens extrêmes) et l'apparence bénigne: c'est ce type de guerre qu'a inventé l'appareil politico-militaire de l'Etat "hébreu et qui permet de détruire Jénine, de terroriser Ramallah et d'affamer Gaza tandis qu'à quelques kilomètres de là, l'Israélien moyen continue de vaquer à ses occupations; c'est le type de guerre qui se conduit au nom du droit et de la morale, mais dont les stratèges se voient autorisés à multiplier les infractions au droit de la guerre (Guantanamo, extermination cruelle de prisonniers de guerre talibans...) – dans la mesure même où l'ennemi s'est lui-même "mis au ban de l'humanité.

C'est l'un des effets les plus tangibles du mouvement général de déréglementation qui affecte aujourd'hui les pratiques guerrières: moins l'ennemi a un statut et un "visage et moins les soldats de l'Empire ont à se soucier de prendre en compte son appartenance à l'espèce humaine; une nouvelle zoologie politique s'invente là où il s'agit, pour nos nouveaux Croisés, d'affronter ces figures dites du Mal absolu que sont le "terroriste, le "fanatique islamiste, le détenteur d'armes non conventionnelles; une nomenclature néo-totalitaire prospère tranquillement là où ces espèces nuisibles auront été épinglées en attendant le "traitement, chirurgical bien sûr, qui leur est dû...

Au-delà des guerres entre Etats-Nations, du conflit surarmé entre les blocs, prend donc consistance une sorte de guerre civile globale, opposant ces "gardiens de la Cité-monde, au front nettement plus bas que ceux que Platon appelait de ses vœux, et une plèbe mondiale qui n'attend du renforcement de l'ordre "impérial qu'un surcroît de déréliction et d'humiliation. Une guerre tantôt ouverte tantôt larvée, en déplacement constant, du côté de ses lieux comme de ses acteurs, une guerre endémique plutôt que massive, moléculaire plutôt que molaire, sans apocalypse, mais constamment réenvenimée, réintensifiée. Ce sont toujours des ennemis sans commune mesure qui s'y affrontent, des soldats surentraînés, surarmés et des irréguliers porteurs de kalachnikov, des enfants pauvres des ghettos de banlieue et des policiers abreuvés de discours sécuritaires, des communautés indigènes et des mercenaires, etc. Des proches et des très lointains, mais toujours dans une situation d'irréductible différend, que les uns et les autres parlent la même langue, partagent les mêmes habitudes ou qu'ils vivent à des années-lumière les uns des autres. De cette guerre sporadique, dispersée mais sans cesse reconduite, l'Irak est le plus récent des théâtres. Son registre, terrifiant, est l'inexpiable.